



Liberté • Egalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Service ECLAT

Division Aménagement
des Territoires

Tél.: 03 20 40 43 27

ae-planification.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr

Lille, le **13 JAN. 2014**

Le Préfet du Nord

A

M. le Maire de Courchelettes

S/C de M. le Sous-Préfet de Douai

Objet : Plan Local d'Urbanisme de la commune de Courchelettes – décision de cas par cas

P.J. : Décision de non soumission à évaluation environnementale

Par courrier en date du 5 novembre 2013 vous m'avez transmis, au titre de l'avis de l'autorité environnementale, une demande d'examen au cas par cas concernant votre Plan Local d'Urbanisme.

En application des articles R.121-14 et suivants du code de l'urbanisme, je vous informe que j'ai décidé de ne pas soumettre à évaluation environnementale votre document d'urbanisme.

Je reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,

Marc-Etienne PINAULDT



PRÉFET DU NORD

Direction régionale
de l'environnement,
de l'aménagement
et du logement

Service
Energie, Climat, Logement,
Aménagement des
Territoires

Division
Aménagement des
Territoires

[ae-planification.dreal-
npdc@developpement-
durable.gouv.fr](mailto:ae-planification.dreal-npdc@developpement-durable.gouv.fr)

Décision de non soumission à évaluation environnementale de la révision allégée du Plan Local d'Urbanisme de Courchelettes

**Le Préfet du Nord
Commandeur de la Légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite**

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, et notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L. 121-10, L121-15 et R.121-14 à R121-18 ;

Vu le décret du 8 avril 2011 portant nomination de Monsieur Dominique Bur en qualité de préfet de la région Nord-Pas-de-Calais, préfet du Nord ;

Vu la demande d'examen au cas par cas relative à l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Curgies reçue le 23 septembre 2013 ;

Vu la demande d'avis adressée à l'Agence Régionale de Santé le 4 décembre 2013 ;

Considérant que la révision du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Courchelettes prévoit la transformation d'une zone UA (d) en UA sur une parcelle ;

Considérant que cette parcelle était classée dans une zone potentiellement inondable par le PLU, ce qui justifiait la restriction des possibilités de construction ;

Considérant que des études complémentaires réalisées sur cette parcelle ont permis de préciser cet aléa ; que le projet serait ainsi situé en dehors de la zone inondable ; que la révision ne serait donc pas susceptible d'avoir des incidences sur les biens et personnes ;

Considérant qu'au regard des informations délivrées, le projet n'est pas susceptible d'avoir d'autres incidences que l'aspect « inondation » sur l'environnement ;

Considérant qu'au regard des informations présentées, le projet de révision Plan Local d'Urbanisme n'est pas susceptible d'engendrer des incidences notables sur l'environnement;

ARRÊTE

Article 1^{er}

La révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Courchelettes n'est pas soumise à évaluation environnementale.

Article 2

Cette décision vaut retrait de la décision tacite de soumission à évaluation environnementale en date du 6 janvier 2014.

Article 3

La présente décision peut faire l'objet d'un recours :

- dans les deux mois suivant la notification de la présente décision pour le demandeur ;
- dans les deux mois suivant sa publication sur internet pour les tiers.

Le recours gracieux est à adresser à Monsieur le préfet du Nord, 12 rue Jean Sans Peur 59039 Lille cedex.

Le recours contentieux est à adresser au Tribunal administratif de LILLE, 143, rue Jacquemars Giélee, BP2039 59014 LILLE cedex.

Article 4

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la DREAL Nord – Pas-de-Calais.

Fait à Lille, le 13 JAN. 2014

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général,



Marc-Etienne PINAULDT